

Doctrine Jdanov: les « bonnes feuilles » commentées (...selon « EduScol ») du Rapport Jdanov de 1947

https://tribunemlreypa.wordpress.com/2016/04/11/de-lart-de-bien-penser-en-france_nouvelle-edition/

De l'art de bien penser en France ...

*Nouvelle édition, avec commentaire
du texte extrait
du « Rapport Jdanov »*

*La chasse aux « conspirationnistes » et « complotistes »
est ouverte ...*

Mais où sont-ils, en réalité ?

Une réflexion suscitée par un article du blog VLR:

VIVE LA RÉVOLUTION

Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté !

<http://mai68.org/spip/spip.php?article10662>

Extrait de l'article sur VLR:

« Le gouvernement a peur de celles et ceux qui dénoncent ses plus importantes magouilles, c'est-à-dire celles concernant le terrorisme. La preuve, le 7 avril 2016, il a envoyé un email aux enseignants pour leur demander de réagir face aux « théories du complot », et pour leur expliquer comment faire. Désormais, les profs de français, de math, d'histoire, etc. ne doivent plus essentiellement enseigner les maths, le français, ni l'histoire... mais avant tout apprendre à leurs élèves à voir des « théories du complot » partout. Voici cet email où le gouvernement avoue avoir très peur de celles et ceux qui dénoncent ses pires saloperies, c'est-à-dire la manipulation du terrorisme. Cet email est très important, car il prouve l'efficacité desdites dénonciations.

« *Objet : [liste.enseignants-public] Ressources pour réagir face aux théories du complot*

Date : 7 avril 2007

Auteur : Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche » information@education.gouv.fr

Copie à : [diverses listes, dont une concernant les recteurs. Et l'une d'entre elles concerne même l'enseignement privé !]

Mesdames, Messieurs,

Les discours complotistes et conspirationnistes, s'ils ne sont pas nouveaux, ont pris une ampleur préoccupante avec le développement d'internet. L'École, comme lieu de transmission des savoirs, est directement visée par ces discours, qui nient la raison et la recherche de la vérité.

Le 9 février dernier, le ministère a réuni au Muséum national d'histoire naturelle à Paris des collégiens, des lycéens, des professeurs, des journalistes, des psychiatres et partenaires associatifs pour échanger sur le phénomène complotiste et conspirationniste.

Nous avons réuni sur le site eduscol l'intégralité des interventions de cette journée, ainsi que des entretiens et d'autres outils pédagogiques :

<http://eduscol.education.fr/cid95488/deconstruire-la-desinformation-et-les-theories-conspirationnistes.html#lien1>

Ces ressources vous permettront de travailler avec vos élèves, dans le cadre de l'enseignement moral et civique, de l'éducation aux médias et à l'information ou tout autre cadre qui vous paraîtra approprié.

Je sais pouvoir compter sur votre engagement pour aider nos élèves à développer leur jugement et tenir ainsi, à la bonne distance critique, ces discours et leurs promoteurs.

Avec toute ma confiance.

Florence Robine

Directrice générale de l'enseignement scolaire »

« Apprendre à vérifier l'information » ...

« Le principe de vérification des faits » ...

SUR TML, PETIT EXERCICE D'APPLICATION PRATIQUE:

Nos enfants apprennent tous, en histoire, comment est supposée avoir commencé la période dite de « Guerre froide » ...

On leur présente généralement un « résumé » de ce qui est supposé être la « Doctrine Jdanov », en réponse au « Plan Marshall » ...

Certains viennent même jusque sur le site TML pour consulter le fameux « Rapport Jdanov » .

Mais combien savent qu'ils sont en présence de l'édition originale, encore inconnue du public jusqu'au début des années 90 ?

Combien vont jusqu'à la fin du document, où se trouvent précisément les « bonnes feuilles », précédemment inédites ...?

Où quand on finit par constater que les « conspiris » et les « complotistes » ne sont pas forcément ceux que l'on croyait au départ, dans l'énoncé du problème...

**EN EXTRAIT, à partir de la question de la dissolution du Komintern,
LES « BONNES FEUILLES », COMMENTÉES A LA SUITE, LES VOICI ...:**

Extrait (1)

« (...)C'est un mérite indiscutable de la politique extérieure de l'U.R.S.S. et des pays de la nouvelle démocratie d'avoir démasqué le plan américain d'asservissement économique des pays européens.

Il faut, en outre, tenir compte de la circonstance suivante : l'Amérique elle-même se trouve devant la menace d'une crise économique.

La générosité officielle de Marshall a ses propres causes sérieuses. Si les pays européens ne reçoivent pas de crédits américains, la demande de marchandises américaines de la part de ces pays va diminuer, ce qui contribuera de son côté à accélérer et à renforcer la crise économique qui s'approche aux Etats-Unis.

C'est pourquoi, si les pays européens font preuve de la maîtrise nécessaire et de la volonté de résister aux conditions asservissantes de crédit, l'Amérique pourra se voir obligée de reculer.

La dissolution du Komintern (2), répondant aux exigences du développement du mouvement ouvrier dans les conditions de la nouvelle situation historique, a joué son rôle positif.

Par la dissolution du Komintern, il a été mis fin pour toujours à la calomnie répandue par les adversaires du communisme et du mouvement ouvrier, à savoir que Moscou s'immisce dans la vie intérieure des autres Etats et que, soi-disant, les Partis Communistes des différents pays n'agissent pas dans l'intérêt de leur peuple, mais d'après les ordres du dehors.

Le Komintern avait été créé après la Première Guerre mondiale, quand les Partis Communistes étaient encore faibles, quand la liaison entre la classe ouvrière des différents pays était presque inexistante et quand les Partis Communistes n'avaient pas encore de dirigeants du mouvement ouvrier généralement reconnus.

Le Komintern eut le mérite de rétablir et de raffermir les relations entre les travailleurs des différents pays, d'élaborer les positions théoriques du mouvement ouvrier dans les nouvelles conditions du développement d'après-guerre, d'établir les règles communes d'agitation et de propagande des idées du communisme et de faciliter la formation des dirigeants du mouvement ouvrier.

Ainsi ont été créées les conditions de la transformation des jeunes Partis Communistes en partis ouvriers de masse.

Cependant, à partir du moment où les partis communistes se transformèrent en partis ouvriers de masse, leur direction provenant d'un centre devenait impossible et non conforme au but.

On est arrivé à ceci que le Komintern, de facteur aidant au développement des Partis Communistes, avait commencé à se transformer en facteur freinant ce développement.

La nouvelle phase de développement des Partis Communistes exigeait de nouvelles formes de liaison entre les Partis. Ce sont ces circonstances qui ont déterminé la nécessité de la dissolution du Komintern et de l'organisation de nouvelles formes de liaison entre les Partis.

Pendant les quatre années qui se sont écoulées depuis la dissolution du Komintern, on enregistre un renforcement considérable des Partis Communistes, une extension de leur influence dans presque tous les pays de l'Europe et de l'Asie. L'influence des Partis Communistes s'est accrue non seulement dans les pays de l'Europe orientale, mais également dans presque tous les pays de l'Europe qui avaient connu la domination fasciste, ainsi que dans les pays comme la France, la Belgique, les Pays-Bas, la Norvège, le Danemark, la Finlande, etc., qui avaient connu l'occupation fasciste allemande. L'influence des communistes s'est renforcée tout particulièrement dans les pays de la nouvelle démocratie, où les Partis Communistes sont devenus les partis les plus influents de ces Etats.

Pourtant, dans la situation actuelle des Partis Communistes, il y a aussi des faiblesses propres.

Certains camarades avaient considéré la dissolution du Komintern comme signifiant la liquidation de toutes les liaisons, de tout contact entre les Partis Communistes frères.

Or, comme l'expérience l'a démontré, une pareille séparation des Partis Communistes n'est pas juste, mais nuisible et foncièrement contre nature.

Le mouvement communiste se développe dans les cadres nationaux, mais, en même temps, il est placé devant des tâches et des intérêts communs aux Partis Communistes des différents pays.

En fait, on se trouve devant un tableau bien étrange : les socialistes, qui se démènent farouchement pour prouver que le Komintern avait soi-disant dicté des directives de Moscou aux communistes de tous les pays, ont reconstitué leur Internationale, tandis que les communistes s'abstiennent de se rencontrer, et encore plus, de se consulter sur les questions qui les intéressent mutuellement, et tout cela par crainte de la calomnie des ennemis au sujet de la « main de Moscou ».

Les représentants des différentes branches d'activité — les savants, les coopérateurs, les militants syndicaux, les jeunes, les étudiants — estiment qu'il est possible d'entretenir entre eux un contact international, de faire des échanges de leurs expériences et de se consulter sur les questions concernant leurs travaux, d'organiser des conférences et des délibérations internationales, tandis que les communistes, même ceux des pays qui ont des relations d'alliés, se sentent gênés d'établir entre eux des relations d'amitié.

Il n'y a pas de doute que pareille situation, si elle se prolonge, ne soit grosse de conséquences très nuisibles au développement du travail des Partis frères.

Ce besoin de consultation et de coordination libre des activités des différents Partis est devenu particulièrement pressant, surtout maintenant, alors que la continuation de l'éparpillement pourrait conduire à l'affaiblissement de la compréhension réciproque et parfois même à des erreurs sérieuses.

L'absence de liens entre nous, qui résulte dans un isolement mutuel, affaiblit indubitablement nos forces. En particulier, si on parle d'erreurs, il nous faut faire référence aux erreurs commises par les dirigeants des Partis Communistes de France et d'Italie envers la nouvelle campagne de l'impérialisme américain contre la classe ouvrière.

La direction du Parti Communiste français n'a pas démasqué et ne démasque pas de façon adéquate pour le peuple de son pays le plan Truman-Marshall, le plan américain d'esclavage de l'Europe, et de la France en particulier.

Le départ des communistes du Gouvernement Ramadier a été traité par le Parti Communiste comme un événement domestique, alors que la véritable raison de

l'expulsion des communistes du Gouvernement était que celle-ci avait été exigée par l'Amérique.

Il est à présent devenu assez évident que l'expulsion des communistes du Gouvernement était la condition préalable pour que la France reçoive des crédits américains.

Un crédit américain de 250 millions de dollars était le prix modeste payé par la France pour renoncer à sa souveraineté nationale.

Comment le Parti Communiste français a-t-il réagi face à cet acte honteux des cercles dirigeants de France qui ont vendu la souveraineté nationale du pays ?

Au lieu de dénoncer comme honteuse, comme une trahison de la défense de l'honneur et de l'indépendance de la patrie, la conduite des autres partis, socialistes inclus, le Parti Communiste français a réduit la question à un problème de violation des pratiques démocratiques, qui s'exprimait par un empiétement sur les droits du parti le plus nombreux au Parlement français, alors que la violation de la tradition parlementaire était, dans ce cas, simplement le prétexte et non la cause.

Cet étouffement des raisons réelles pour lesquelles les communistes ont été exclus du Gouvernement constitue sans aucun doute une erreur sérieuse de la part de la direction du Parti Communiste français, et soit était dû à une mauvaise compréhension de la situation, et il est difficile de supposer que ça ait été le cas, soit les communistes français se sont laissés intimider par des arguments sur les intérêts « nationaux » de la France. Apparemment, les communistes craignaient qu'ils puissent être accusés de constituer un obstacle à l'octroi par l'Amérique d'un crédit à la France, et ainsi, de soi-disant nuire aux intérêts de leur pays.

De cette manière, les communistes ont cédé à un chantage qui leur reprochait de ne pas être suffisamment patriotique alors que la seule force patriotique en France aurait été le Parti Communiste, s'il avait démasqué la signification réelle du crédit américain, qui avait été conditionné à une modification de la composition du Gouvernement par l'exclusion des communistes, ce qui, partant, affaiblissait la souveraineté même de la France.

A cette occasion, le Parti Communiste français a cédé à la pression de la réaction, même s'il savait que cette pression était dictée par des forces impérialistes hostiles au peuple français.

Les communistes français auraient dû se présenter fièrement devant le peuple, dévoilant le rôle de l'impérialisme américain qui avait ordonné à la France d'expulser les communistes du Gouvernement national et expliquer au peuple qu'il ne s'agissait pas simplement d'une autre « crise gouvernementale », pas d'une simple violation des traditions parlementaires (bien que cela soit aussi significatif en tant que caractéristique de la crise de la démocratie bourgeoise), mais d'un cas d'ingérence étrangère dans les affaires françaises, une abrogation de l'indépendance politique de la France, une vente de la souveraineté de la nation par les socialistes français.

Il est déplorable que les dirigeants responsables des communistes français aient échoué jusqu'ici à expliquer au peuple français et à l'opinion publique mondiale dans son ensemble la cause sous-jacente de ces événements qui ont eu lieu en France, et le rôle honteux joué dans cette question par les socialistes français.

Les communistes français ont accusé les socialistes de « glissement vers la droite ». Mais quel glissement vers la droite peut-il y avoir eu ? Blum (3) a-t-il jamais été de gauche ? Nous savons que Blum n'a jamais été de droite ni de gauche mais a toujours été, est et restera un serviteur loyal de la bourgeoisie, une courroie de transmission de l'influence de celle-ci dans le mouvement ouvrier.

En conséquence, il ne saurait glisser nulle part, et les camarades français ont évidemment échoué à discerner suffisamment clairement les manœuvres des dirigeants socialistes.

La triste expérience de la France a servi de signal pour une « crise gouvernementale » en Italie.

Exactement comme en France, la source principale de cette « crise gouvernementale », créée artificiellement, était la question d'un crédit américain et la présentation par les cercles impérialistes américains, comme un préliminaire à celui-ci, d'une exigence d'expulsion des communistes du Gouvernement.

La presse italienne de droite a dévoilé ce secret sans vraiment de honte. « Si nous voulons vivre, écrivait le journal de droite italien Buon Senso, nous devons obtenir un prêt des U.S.A. » De cela, le journal tirait la conclusion : « La crise doit être résolue de façon à nous permettre de recevoir le crédit dont nous avons besoin.

Les arguments contraires sont sans fondement. Nous devons comprendre ce qui s'est passé en France, où les socialistes ont rompu avec les communistes et où ces derniers se sont laissés expulser des postes ministériels sans faire de scandale. «

L'annonce de la décision de De Gasperi (4) d'expulser les représentants du Parti Communiste italien du Gouvernement a provoqué les masses et a causé de multiples protestations. Mais malheureusement, on n'a pas soutenu ni dirigé suffisamment cette initiative des masses.

La conclusion qu'il faut tirer est que, en Italie comme en France, en surestimant les forces de la réaction, les communistes ont été les victimes de l'intimidation et du chantage impérialiste.

Ils ont sous-estimé leurs propres forces, les forces de la démocratie, la volonté des masses de défendre les droits nationaux et intérêts fondamentaux de leurs pays.

C'est d'autant plus décevant que tant les Partis Communistes français qu'italien ont démontré, dans des conditions difficiles, leur capacité à rallier autour de la bannière communiste les larges masses de la classe ouvrière, les paysans pauvres et l'intelligentsia.

Puisque la plus grande partie des dirigeants des partis socialistes (surtout les travaillistes anglais et les socialistes français) se comporte comme agents de cercles impérialistes des Etats-Unis d'Amérique, c'est aux Partis Communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américain.

En même temps, les communistes doivent soutenir tous les éléments vraiment patriotiques qui n'acceptent pas de laisser porter atteinte à leur patrie, qui veulent lutter contre l'asservissement de leur patrie au capital étranger et pour la sauvegarde de la souveraineté nationale de leur pays.

Les communistes doivent être la force dirigeante qui entraîne tous les éléments antifascistes épris de liberté à la lutte contre les nouveaux plans expansionnistes américains d'asservissement de l'Europe.

Il importe de considérer qu'il y a très loin du désir des impérialistes de déclencher une nouvelle guerre à la possibilité d'organiser une telle guerre.

Les peuples du monde entier ne veulent pas la guerre.

Les forces attachées à la paix sont si grandes et si puissantes qu'il suffirait qu'elles fassent preuve de ténacité et de fermeté dans la lutte pour la défense de la paix pour que les plans des agresseurs subissent un fiasco total.

Il ne faut pas oublier que le bruit fait par les agents impérialistes autour des dangers de guerre tend à intimider les gens sans fermeté ou ceux à nerfs faibles, afin de pouvoir, au moyen du chantage, obtenir des concessions en faveur de l'agresseur.

Actuellement, le danger principal pour la classe ouvrière consiste en la sous-estimation de ses propres forces et en la surestimation des forces de l'adversaire.

De même que, dans le passé, la politique munichoise a encouragé l'agression hitlérienne, de même aujourd'hui, les concessions à la nouvelle orientation des Etats-Unis d'Amérique et du camp impérialiste, peuvent inciter ses inspirateurs à devenir plus insolents et plus agressifs.

C'est pourquoi les Partis Communistes doivent se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression.

Ils doivent serrer leurs rangs, unir leurs efforts sur la base d'une plate-forme anti-impérialiste et démocratique commune, et rallier autour d'eux toutes les forces démocratiques et patriotiques du peuple.

Une tâche particulière incombe aux Partis Communistes frères de France, d'Italie, d'Angleterre et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leurs propres pays. Si les Partis Communistes frères restent fermes sur leurs positions, s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage, s'ils se comportent

résolument en sentinelles de la paix durable et de la démocratie populaire, de la souveraineté nationale, de la liberté et de l'indépendance de leur pays, s'ils savent, dans leur lutte contre les tentatives d'asservissement économique et politique de leur pays, se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe ne pourra être réalisé.

Parce que l'Union Soviétique se tient à la tête de la résistance aux nouvelles tentatives d'expansion impérialiste, les Partis Communistes frères doivent partir de la considération suivante : tout en renforçant leur situation politique dans leurs propres pays, c'est en même temps dans leur intérêt de renforcer la puissance de l'Union Soviétique, comme bastion principal de la démocratie et du socialisme.

Cette politique de soutien à l'Union Soviétique, en tant que force dirigeante dans la lutte pour une paix ferme et durable, dans la lutte pour la démocratie, doit être poursuivie par les Partis Communistes de façon honnête et franche.

Il faut souligner aussi fermement que possible que les efforts des Partis Communistes frères pour renforcer l'U.R.S.S. coïncident avec les intérêts vitaux de leurs propres pays.

Il est impossible d'accepter comme correcte l'insistance constante de certaines figures dirigeantes des Partis Communistes frères sur leur indépendance vis-à-vis de Moscou.

Il ne s'agit pas d'une question d'indépendance, car Moscou n'a mis et ne souhaite mettre personne dans une situation de dépendance.

L'insistance délibérée sur cette « indépendance » de Moscou, ce « renoncement » de Moscou, revient essentiellement à de la servilité, à de l'opportunisme envers ceux pour qui Moscou est l'ennemi.

Les Partis Communistes ne doivent pas avoir peur de proclamer bruyamment qu'ils soutiennent la politique pacifiste et démocratique de Moscou, ils ne doivent pas avoir peur de déclarer que la politique de l'Union Soviétique coïncide avec les intérêts des autres peuples épris de paix.

NDLR: Le dernier passage, concernant la Yougoslavie, était dans le dossier d'Andreï Jdanov, mais n'a pas été lu, ni publié, lors de la Conférence de 1947, contrairement aux passages ci-dessus. Par contre, on comprend aisément pourquoi leur diffusion est restée ultra-confidentielle, surtout au sein du PCF ...

{Il faut aussi faire mention des erreurs « de gauche », si on peut utiliser ce terme, liées à la critique de l'aide soi-disant insuffisante offerte par l'Union Soviétique aux pays amis, et à l'affirmation d'exigences non fondées concernant l'étendue de cette aide.

Des erreurs de ce type ont été commises, en particulier dans les pays de nouvelle démocratie comme la Yougoslavie, et se manifestent par des déclarations selon lesquelles l'U.R.S.S., soi-disant sur base de considérations de haute politique, non désireuse d'endommager ses relations avec les grandes puissances, ne lutte pas avec suffisamment d'énergie pour soutenir les demandes des petits pays, en particulier la Yougoslavie.

Une critique comme celle-là naît de la sous-estimation de la grande importance et du grand rôle de l'Union Soviétique, qui ne peut pas et ne doit pas disperser des forces qui sont nécessaires pour des conflits plus importants.

Les exigences envers l'Union Soviétique selon lesquelles elle devrait, partout et dans tous les cas, soutenir n'importe quelle demande, même au prix d'amoindrir ses propres positions, sont sans fondement.}

Notes :

1. *The Cominform — Minutes of the Three Conferences 1947/1948/1949*, édité par Giuliano Procacci, Feltrinelli Editore (Milan, 1994), Appendix A, pp.451-457, 461.
2. L'Internationale Communiste (*Komintern*) fut dissoute en 1943.
3. Léon Blum : Dirigeant des socialistes français en 1947. En 1936, il a formé la coalition des socialistes radicaux, des socialistes et des communistes au sein du Front Populaire, qui a obtenu une majorité écrasante aux élections. Arrêté en 1940 par le gouvernement de Vichy, il a été emprisonné jusqu'à la fin de la guerre. En 1946-47, il a été brièvement à la tête d'un cabinet socialiste.
4. Alcide De Gasperi : premier ministre italien et fondateur du Parti Chrétien Démocrate. De 1945 à 1953, il a été premier ministre de huit gouvernements de coalition successifs, avec les Chrétiens Démocrates comme parti dominant. A ce titre, il a été le principal architecte de la restauration post-fasciste d'après-guerre. En 1947, De Gasperi a exclu les communistes et les socialistes de gauche du Gouvernement.

VOIR LE TEXTE INTÉGRAL:

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/la-doctrine-jdanov-du-front-anti-imperialiste/>

[Réédition 2022 >>>](#)

<http://ekladata.com/n9Vqb6T52G2aY5YEs2JTmEvmmf8/Andrei-JDANOV-Rapport-sur-la-Situation-Internationale-1947.pdf>

COMMENTAIRE DE CET EXTRAIT:

Dans la version « officielle » de l'histoire l'attitude politique servile de la part du PCF à l'égard du gaullisme et de la sociale-démocratie, dans les années 1944-47, tout comme sa capitulation dans les luttes sociales qui ont suivi son retrait du pouvoir, seraient dues à une soumission de sa part aux injonctions de Moscou pour faire respecter un prétendu « partage du monde » qui aurait eu lieu lors de la conférence de Yalta.

Cette « vision » de l'histoire arrange en fait tout le monde, en France, de la prétendue « gauche de la gauche » à l'extrême-droite, et n'est donc jamais remise sérieusement en cause...

En effet, à droite, il est commode de « dénoncer » le communisme comme une idéologie « étrangère », et, à l'époque, au service exclusif de l'URSS, et donc supposément au détriment de la France...

A gauche, outre ce genre de discours, repris pratiquement sans nuance par la « gauche modérée », il est commode, pour la prétendue « extrême-gauche », de faire porter le poids de la trahison des luttes sociales sur les mêmes causes alléguées ...

Quant au PCF lui-même, il joue sur tous les tableaux, en prétendant avoir respecté « l'unité nationale » par sa politique de collaboration de classe, et en même temps prétendant récolter le mérite des « acquis sociaux », qui, en tout état de causes, étaient un réajustement nécessaire pour le re-développement du capitalisme monopoliste et de l'impérialisme français.

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2015/05/12/sous-legide-du-cnr-massacre-en-algerie-des-le-8-mai-1945/>

Aujourd'hui on retrouve encore les effets de cette « lecture » de l'histoire, aussi bien chez les anticommunistes acharnés que chez les sociaux-chauvins partisans du « souverainisme de gauche », parfois même se réclamant du « marxisme-léninisme », mais reprenant évidemment par là tous les poncifs archi-usés du révisionnisme.

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2015/06/01/1944-2014-dun-programme-du-cnr-a-lautre/>

Mais on retrouve également cette « lecture » de l'histoire chez les plus « gauchistes » et chez quasiment tous les trotskystes, parmi les plus acharnés à rejeter l'héritage historique de l'Union Soviétique, au lieu de tenter d'en faire un **bilan critique marxiste-léniniste**.

Alors que l'étude de ce texte, comme de l'ensemble des « *minutes* » du Kominform, et en corrélation avec une analyse détaillée des événements de cette époque sur le terrain, nous amène à considérer la réalité des faits historiques comme tout autres, et en fait, pratiquement à l'inverse.

Il serait évidemment absurde de nier que l'Union Soviétique souhaitait avoir une influence rayonnant sur le reste de l'Europe, et d'autant plus qu'elle est clairement revendiquée dans ce texte, et à juste titre au nom des nouvelles démocraties populaires, mais la réalité du prétendu « partage » du monde incombe entièrement aux occidentaux, et principalement aux USA, par leur politique de « *containment* » et de colonisation financière par le dollar.

